

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 novembre 2022
(Convocation du 24 novembre 2022)

Aujourd'hui, le 30 novembre 2022 à 15h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	3
• Voix	3
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	3
• Voix	3
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère

Étaient excusés :

M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre



OBJET : Foncier - Risques fluviaux - Convention d'autorisation de passage au profit de CAPG Énergies Nouvelles sur des propriétés de l'Institution Adour dans le méandre du Cout en rive gauche du gave d'Oloron à Sorde-l'Abbaye

Exposé des motifs :

L'Institution Adour est propriétaire de plusieurs parcelles sur la commune de Sorde-l'Abbaye en rive gauche du gave d'Oloron : section ZH numéros 54, 57, 58, 60, 61 et 64.

La société CAPG Énergies Nouvelles est quant à elle exploitante de la centrale hydroélectrique de Sorde-l'Abbaye et à ce titre gestionnaire de 4 seuils transversaux au cours d'eau.

Dans le cadre des obligations réglementaires qui frappent la gestion de ses seuils, la société CAPG Énergies Nouvelles sollicite une autorisation de passage par les parcelles de l'Institution Adour. Cette voie est à ce jour la seule possibilité pour accéder au seuil amont.

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2125-1 et L.2221-1,

Vu le code civil et notamment ses articles 537 et 555,

Vu les statuts en vigueur de l'Institution Adour tels que validés par arrêté inter préfectoral en date du 21 septembre 2022,

Vu la convention de passage établie le 6 novembre 2014 entre les parties autorisant le bénéficiaire à emprunter les parcelles cadastrées section ZH numéros 54, 57, 58, 60 et 61 sur la commune de Sorde-l'Abbaye pour accéder aux seuils dont il a la gestion,

Considérant la demande émanant du bénéficiaire sollicitant l'autorisation d'accès via la parcelle section ZH numéro 64 sur la commune de Sorde-l'Abbaye,

Considérant que la demande formulée par le bénéficiaire est compatible avec l'usage par le propriétaire des parcelles précitées qui a prévalu à leur acquisition,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'accorder l'autorisation de passage sur les parcelles sises sur la commune de Sorde-l'Abbaye, section ZH, numéros 54, 57, 58, 60, 61 et 64,
- d'approuver les termes de la convention afférente à cette autorisation telle que jointe en annexe et d'autoriser le président à la signer,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Envoyé en préfecture le 06/12/2022

Reçu en préfecture le 06/12/2022

Affiché/Publié le 07/12/2022

ID : 040-254002264-20221130-221130H1735H1-DE



Fait et délibéré le 30 novembre 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 06/12/2022

Reçu en préfecture le 06/12/2022



ID : 040-254002264-20221130-221130H1735H1-DE

CONVENTION

**Autorisation de passage sur le domaine privé de l'Institution Adour à
Sorde-l'Abbaye**

Entre :

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°2022_B_65 en date du 30 novembre 2022,

ci-après dénommée : **l'EPTB ou le propriétaire**

Et :

L'entreprise CAPG Énergies Nouvelles, domiciliée 121 chemin de Devèzes à Serres-Castet et représentée par son président xxx, dûment habilité à signer la présente convention,

ci-après dénommée : **le bénéficiaire**

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2125-1 et L.2221-1,

Vu le code civil et notamment ses articles 537 et 555,

Vu les statuts en vigueur de l'Institution Adour tels que validés par arrêté interpréfectoral en date du 21 septembre 2022,

Vu la décision n°2022_B_65 de l'Institution Adour en date du 30 novembre 2022,

Vu la convention de passage établie le 6 novembre 2014 entre les parties autorisant le bénéficiaire à emprunter les parcelles cadastrées section ZH numéros 54, 57, 58, 60 et 61 sur la commune de Sorde-l'Abbaye pour accéder aux seuils dont il a la gestion,

Considérant la demande émanant du bénéficiaire sollicitant l'autorisation d'accès via les parcelles section ZH numéro 64 sur la commune de Sorde-l'Abbaye,

Considérant que la demande formulée par le bénéficiaire est compatible avec l'usage par le propriétaire des parcelles précitées qui a prévalu à leur acquisition,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI**Article 1. Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de passage sur les parcelles propriétés de l'Institution Adour, en vue de la surveillance et l'entretien des infrastructures de la centrale hydroélectrique de Sorde-l'Abbaye par le bénéficiaire. En effet, le seuil implanté sur le domaine public fluvial n'est accessible que via les parcelles du propriétaire. Un plan de localisation est joint en annexe 1.

Article 2. Identification des parcelles concernées

Les parcelles propriétés de l'Institution Adour concernées par la présente convention sont les suivantes :

commune	section	numéro	Contenance (m ²)
Sorde-l'Abbaye	ZH	54	9 749
Sorde-l'Abbaye	ZH	57	1 962
Sorde-l'Abbaye	ZH	58	4 789
Sorde-l'Abbaye	ZH	60	39 769
Sorde-l'Abbaye	ZH	61	21 880
Sorde-l'Abbaye	ZH	64	37 987



Article 3. Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature et pour une durée de 10 années.

Elle sera reconductible par reconduction expresse après sollicitation écrite du propriétaire.

Article 4. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Le propriétaire autorise le passage à pied et en voiture sur les chemins traversant la propriété objet de la convention. En vue de l'entretien, le propriétaire autorise également le passage de camions et de pelles.

Cette autorisation est consentie uniquement aux représentants du bénéficiaire et des entreprises qui travaillent pour ledit bénéficiaire ; celui-ci s'engage par ailleurs à ne laisser stationner aucun véhicule ou obstacle quelconque qui puisse gêner ou entraver la circulation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter la propriété et prendra toutes précautions nécessaires pour ne pas endommager le terrain. En cas de dégradation, tous les frais d'entretien imputables aux actions du bénéficiaire seront à la charge de ce dernier après établissement d'un état contradictoire en présence d'un représentant du propriétaire.

En cas de travaux (amélioration ou réparation) sur le seuil attenant aux parcelles du propriétaire, le bénéficiaire s'engage à en informer le propriétaire au moins un mois avant le démarrage des travaux, sauf en cas de travaux d'urgence.

Le bénéficiaire devra prendre toutes les mesures conservatoires nécessaires et exécutables aux intérêts du bailleur de la parcelle cadastrée section ZH numéro 64 sur la commune de Sorde-l'Abbaye, le cas échéant.

Article 5. Assurances

Le bénéficiaire atteste sur l'honneur qu'il est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches liées à l'exécution de la présente convention.

Le propriétaire ne peut être tenu responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions faisant l'objet de la convention.

Le bénéficiaire ne pourra être tenu responsable en cas d'accident qui surviendrait sur les lieux de ses interventions à des personnes extérieures à ses services.

La responsabilité du propriétaire ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.

Article 6. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties.

Article 7. Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.



Article 8. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 9. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Pour l'Institution Adour
le Président,

Pour CAPG Energies Nouvelles
Le Président,

Paul CARRÈRE

xxx